

Divergence franco-italienne sur le Lyon-Turin

La ministre des transports, Elisabeth Borne, a annoncé « une pause » du projet de ligne à grande vitesse . Son homologue italien attend des précisions.

LE MONDE ECONOMIE | 28.07.2017 à 11h34 |

Par Rémi Barroux

Le sujet, délicat, devait être abordé par la ministre des transports française, Elisabeth Borne, avec son homologue, Graziano Delrio, lors de sa visite à Rome, vendredi 28 juillet. L'occasion de préciser au ministre italien des infrastructures et des transports ce qu'elle entendait par « *pause* » dans la conduite des grands projets d'infrastructures.

Devant les députés, le 19 juillet, Mme Borne a annoncé que le « Lyon-Turin », le projet de ligne à grande vitesse, destiné aussi à permettre le report modal du fret routier sur le rail à travers les Alpes, faisait bien partie « *des projets qui sont concernés par la réflexion et la pause qui ont été annoncés par le président de la République* », Emmanuel Macron, le 1^{er} juillet.

Mme Borne a aussi précisé qu'il faudrait tenir compte de la nature internationale du dossier, avec un financement de l'Union européenne à hauteur de 40 % du coût du tunnel principal, transfrontalier, et de l'Italie pour 35 %. Cette précision permet à Mario Virano, directeur général de Tunnel euralpin Lyon-Turin (TELT), l'opérateur franco-italien chargé de la réalisation puis de la gestion de l'infrastructure, d'espérer.

« *Il est légitime qu'un gouvernement issu d'une nouvelle majorité politique prenne le temps de faire le point sur un dossier hérité des gouvernements qui l'ont précédé* », a expliqué au Monde M. Virano.

Pour autant, le dirigeant italien, tout comme Rome, attend des précisions. « *Je n'imagine pas que cette "pause" soit une remise en cause de la décision de construire ce tunnel, alors qu'il existe un traité entre les deux pays, ratifié par les parlements nationaux* », ajoute-t-il. Pour M. Virano, ce temps d'arrêt ne peut concerner que la partie des accès français au tunnel international.

« Pas de nouveau chantier ni de nouvel appel d'offres »

De fait, il n'est pas question d'arrêter les travaux déjà engagés. « *Mais il n'y aura pas de nouveau chantier ni de nouvel appel d'offres* », précise-t-on au ministère français des transports, tout en ajoutant qu'il s'agit d'« *une pause globale* ». Il faudra attendre la tenue des Assises de la mobilité, qui seront lancées au mois de septembre et, surtout, une nouvelle loi de programmation en matière d'infrastructures, qui devrait être présentée au premier trimestre 2018, avec l'objectif de lier les choix d'infrastructures à leurs financements, pour connaître le sort du tunnel.

« *On ne peut promettre des aéroports et lignes de TGV à la France entière. La loi associera à chaque projet son financement* », avait tweeté Emmanuel Macron, le 17 juillet. Un espoir pour les opposants au projet du Lyon-Turin, qui dénoncent les milliards d'euros que coûterait ce projet « *inutile* » au regard des possibilités d'améliorer la ligne ferroviaire existante, selon eux.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/07/28/divergence-franco-italienne-sur-le-lyon-turin_5166000_3234.html#vPIISDY5dr4QCogG.99